



TORONTO
REGION
BOARD OF TRADE

Chambre de commerce de la région de Toronto

Mémoire prébudgétaire en vue du budget fédéral de 2018

RÉDIGÉ PAR : Jeff Parker
Chambre de commerce de la région de Toronto
Directeur, Politique
Le 4 août 2017

Résumé

Fondée en 1845, la Chambre de commerce de la région de Toronto (la Chambre) est celle de la plus grande agglomération urbaine du Canada, établissant des liens entre plus de 12 000 membres, professionnels des affaires et personnalités influentes de la région de Toronto. La Chambre attise le dynamisme économique, social et culturel de toute la région du Grand Toronto en favorisant de puissantes collaborations entre les entreprises, les pouvoirs publics, les leaders d'opinion et les bâtisseurs communautaires. La vision de la Chambre est de faire de Toronto l'une des régions commerciales les plus concurrentielles et convoitées au monde.

La Chambre est heureuse de constater que le comité des finances concentre ses consultations prébudgétaires sur la productivité et la compétitivité. Le secteur privé est la force motrice pour optimiser la productivité ainsi qu'un avantage concurrentiel au Canada, mais des politiques gouvernementales efficaces peuvent jouer un rôle utile.

À cet égard, la Chambre demande au gouvernement fédéral d'agir dans quatre principaux secteurs, qui sont présentés ci-dessous :

1. Commerce

Le Canada doit poursuivre ses efforts pour accroître ses débouchés commerciaux en signant de nouvelles ententes, notamment avec l'Asie où la croissance est la plus forte. Au pays, le gouvernement devrait en faire davantage pour encourager les PME à exporter leurs produits, ce qui sera très profitable pour l'économie.

2. Infrastructure et transports

Le Canada peut accroître la productivité et la compétitivité du Canada en continuant d'investir dans les infrastructures qui réduisent les problèmes de congestion et qui améliorent la circulation des personnes et des biens.

3. Développement économique et expertise

L'initiative des supergrappes est une nouvelle orientation positive pour élaborer des politiques de développement économique. Toutefois, le gouvernement doit la combiner à des politiques en matière de formation et d'expertise qui sont alignées sur nos secteurs à forte croissance et qui présentent de meilleures données sur le marché du travail.

4. Compétitivité et gestion financière

Malgré les investissements positifs dans les infrastructures et le développement économique, la compétitivité à long terme du Canada exige que le gouvernement réduise les formalités administratives et présente un plan crédible afin d'éliminer le déficit.

Introduction

Le secteur privé est la force motrice pour optimiser la productivité ainsi qu'un avantage concurrentiel au Canada, mais des politiques gouvernementales efficaces peuvent jouer un rôle utile. Des politiques fédérales qui stimulent le commerce pour les petites et moyennes entreprises (PME), qui favorisent les investissements dans les infrastructures afin de réduire les embouteillages et accroissent la productivité et permettent d'élaborer des stratégies de développement économique qui misent sur les forces existantes (comme les supergrappes) contribueront au succès des entreprises et à la prospérité de tous les Canadiens.

La Chambre est heureuse de constater que le Comité des finances concentre ses consultations prébudgétaires sur la productivité et la compétitivité

Commerce

En tant que pays à économie de taille moyenne et relativement peu peuplé, la prospérité du Canada dépend de notre capacité d'exporter et de soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux. Le commerce vise les entreprises proposant des biens et des services qui sont concurrentiels sur le marché mondial et qui aident à la création d'emplois : chaque 100 millions de dollars en nouvelles exportations permet de créer 1 000 emplois.

Pour atteindre la prospérité grâce au commerce, la première responsabilité du gouvernement est d'améliorer l'accès aux marchés en signant des ententes commerciales. Même si le récent accord avec l'Union européenne est positif, le gouvernement ne devrait pas trop se réjouir, particulièrement en raison de la menace qui plane sur l'ALENA. Les nouvelles ententes multiplieront les possibilités pour les entreprises canadiennes et aideront à diversifier le commerce, qui dépend encore trop des États-Unis. Le gouvernement devrait adopter un partenariat PTP « allégé » qui engloberait les pays de l'Asie et du Pacifique, sans les États-Unis, et devrait rechercher d'autres débouchés en Asie de l'Est et en Amérique du Sud. Le gouvernement devrait également ratifier rapidement l'entente globale de partenariat économique avec l'Inde comme première étape en vue d'un accord plus grand de libre-échange. Finalement, nous félicitons le gouvernement pour ses efforts pour préserver et améliorer l'ALENA et nous exhortons tous les députés et les fonctionnaires de travailler avec les partenaires locaux, des États et du Congrès américain pour préserver cette entente cruciale.

Ouvrir de nouveaux marchés aux entreprises canadiennes n'est que la première étape; le gouvernement doit en faire davantage pour encourager les PME à exporter, mais ces dernières ne sautent pas sur cette occasion. Seulement 5 % des PME exportent leurs produits, et 500 entreprises canadiennes représentent 76 % de nos échanges commerciaux internationaux.

Le gouvernement peut en faire davantage pour favoriser le commerce par le biais des mesures suivantes :

- Former un partenariat avec la Chambre de commerce/World Trade Centre Toronto (WTC-T) pour accroître nos services d'éducation en matière de commerce à l'échelle nationale. WTC-T a déjà offert une formation en matière de commerce à plus de 130 PME grâce à son Programme d'accélération du commerce (PAC). Le gouvernement fédéral devrait collaborer avec le WTC-T pour instaurer ce programme à l'échelle nationale afin de préparer davantage d'entreprises au commerce international.
- Préparer les entreprises à profiter des avantages de l'AECG. L'accord commercial avec l'Union européenne offre de nouvelles possibilités pour les PME canadiennes. Malheureusement, de nombreuses entreprises ne sont pas suffisamment informées ou préparées pour profiter des nouveaux marchés ouverts grâce à cet accord. La Chambre presse le gouvernement fédéral, en partenariat avec les chambres de commerce et les associations industrielles, de fournir aux PME les renseignements et les ressources afin qu'elles puissent participer pleinement à l'AECG. Cela permettra au Canada d'atteindre un équilibre commercial avec l'Union européenne, et pas seulement d'ouvrir un nouveau marché pour les entreprises européennes.

Infrastructure et transports

La décision du gouvernement fédéral d'investir 20 milliards de dollars dans le transport en commun dans son budget de 2017 est une étape positive pour aider les gens à se déplacer dans les plus grands centres urbains au Canada. Établir les critères de financement sur l'achalandage et la population aidera à répartir les fonds dans les endroits où le besoin se fait sentir, notamment dans la région de Toronto.

Les coûts liés à la congestion sont évalués à plusieurs milliards de dollars par année en perte de productivité (à la hauteur de 11 milliards de dollars à Toronto seulement, selon une évaluation de 2013); le gouvernement devrait s'assurer que les projets qui satisfont ses critères sont rapidement approuvés et que la construction commence le plus tôt possible.

La résolution des problèmes de congestion ne concerne pas seulement le déplacement des personnes, les politiques doivent également englober la circulation des biens. Dans la seule région de Toronto, près de 40 % de tous les emplois sont directement liés aux industries de transport de produits, incluant le secteur manufacturier, le marché de gros, la vente au détail, le transport, l'entreposage et les industries primaires. La Chambre a entrepris une étude pluriannuelle sur le transport des biens et du fret dans l'ensemble de la région métropolitaine de Toronto et au-delà de la région (incluant Oshawa, Hamilton, Guelph et Kitchener-Waterloo-Cambridge, région appelée Corridor de l'innovation Toronto-Waterloo) afin de mieux cerner les politiques nécessaires à l'amélioration de notre économie. Pendant que nous pressons tous les paliers gouvernementaux de tenir compte de nos recommandations, le gouvernement fédéral peut agir maintenant afin d'améliorer la circulation des biens et des personnes dans la région, accroissant du coup la productivité et stimulant l'économie nationale.

Le gouvernement peut en faire davantage pour améliorer la circulation des personnes et des biens par le biais des mesures suivantes :

- Accélérer les améliorations des infrastructures frontalières aux postes frontaliers et aux aéroports. La Chambre est heureuse de constater que le budget de 2017 prévoit de nouveaux investissements dans nos infrastructures frontalières aux postes frontaliers et aux aéroports, mais il faut en faire davantage. La frontière représente un obstacle majeur pour les entreprises, notamment dans le secteur automobile et des pièces d'auto ainsi que dans le secteur agroalimentaire qui dépendent d'une chaîne d'approvisionnement intégrée à l'échelle de l'Amérique du Nord, augmentant ainsi les coûts et diminuant la productivité.
- Investir pour rénover les liaisons aéroportuaires favorisant la circulation des biens et des personnes. La région de Toronto possède le premier (Toronto Pearson) et le troisième (Hamilton Munro) aéroport en importance pour la manutention des cargaisons. L'aéroport Pearson est un bassin d'emplois procurant du travail à plus de 300 000 personnes, le deuxième en importance au Canada (après le centre-ville de Toronto). Le gouvernement provincial devrait travailler avec les administrations provinciales, municipales et aéroportuaires pour améliorer les infrastructures autour de ces plaques tournantes du transport.
- Mettre en place une stratégie aéroportuaire régionale pour le sud de l'Ontario. D'ici 2030, l'aéroport Pearson, le plus achalandé au Canada, atteindra sa capacité maximale d'accueil de passagers. Le gouvernement fédéral devrait travailler avec l'Autorité aéroportuaire du Grand Toronto, les aéroports régionaux et d'autres intervenants pour implanter une stratégie aéroportuaire régionale pour faire face à la croissance rapide de l'aéroport Pearson et des autres aéroports.

En plus des investissements du gouvernement fédéral dans les infrastructures, la Chambre demeure optimiste à propos du rôle éventuel de la Banque de l'infrastructure du Canada (BIC). Même avec les nouveaux investissements des gouvernements fédéral et provinciaux et des administrations municipales, les sommes sont encore insuffisantes pour financer toutes les infrastructures dont le Canada a besoin. Ailleurs dans le monde, le secteur privé injecte des milliards de dollars dans les projets d'infrastructure publique et la BIC fournira le cadre et l'expertise pour amener une partie de cet argent au Canada.

Toutefois, le secteur privé n'investira pas seulement parce que le gouvernement a demandé des fonds. Un bon modèle de gestion pour la BIC est primordial pour lui permettre de mener ses activités de façon indépendante et d'approuver seulement les projets qui sont rentables. Cela ravivera la confiance des investisseurs du secteur privé et diffèrera des programmes de financement fédéraux qui donnent souvent préséance à des facteurs comme la répartition régionale.

Au-delà de la nécessité de donner à la Banque une gouvernance forte et indépendante, le gouvernement doit également investir les ressources nécessaires pour éduquer le public sur la nécessité d'inclure le secteur privé dans les infrastructures. Cette nouvelle approche de

financement peut donner de bons résultats, mais profitera de la compréhension et de l'appui de la population. Enfin, pour garantir une marge de manœuvre aux investisseurs et aux gouvernements, les municipalités devraient être autorisées à conclure des accords pour avoir accès aux fonds de la BIC.

Développement économique et expertise

L'initiative des supergrappes du gouvernement fédéral en matière d'innovation représente une nouvelle approche encourageante à l'égard du développement économique. Au lieu de distribuer l'argent du gouvernement ici et là au pays, le programme des supergrappes reconnaît que le Canada doit se concentrer sur l'amélioration et le renforcement des secteurs où il excelle. La stipulation selon laquelle le gouvernement versera une somme égale à celle consentie par le secteur privé limitera davantage l'attention portée aux grappes qui ont déjà des résultats positifs.

La Chambre exhorte le gouvernement à financer les secteurs dans lesquels les supergrappes sont les plus développées, ce qui entraînera les retombées économiques les plus grandes. Elle lui demande aussi de résister à la tentation de répartir le financement équitablement entre les régions et d'utiliser plutôt les programmes de transfert comme la péréquation pour s'attaquer aux inégalités régionales.

Pour vraiment bâtir une économie compétitive, les politiques canadiennes en matière d'expertise et de formation doivent s'harmoniser à nos secteurs en croissance et à nos politiques de développement économique. Le gouvernement réalise des progrès dans le cadre de sa Stratégie en matière de compétences mondiales. La nouvelle dispense de permis de travail, un délai de traitement de deux semaines pour certains emplois hautement qualifiés et la création d'un Volet des talents mondiaux aideront nos nouvelles entreprises à attirer les talents d'envergure mondiale dont elles ont besoin.

Il est possible d'en faire davantage pour harmoniser les politiques fédérales en matière de talent et le développement économique. Le Laboratoire des compétences futures (LCF) proposé a le potentiel d'améliorer nos données sur le marché du travail, un secteur où le Canada a des améliorations à apporter. Cependant, le LCF doit recevoir l'entière collaboration des provinces et des territoires pour éviter les doublons et atteindre les meilleurs résultats. En s'efforçant de fournir une meilleure formation et des données sur l'emploi (ventilées par secteur et par région), le LCF peut aider à ce que les subventions fédérales à la création d'emploi soient distribuées dans les secteurs de croissance économique et cadrent avec le financement accordé par les gouvernements provinciaux.

Enfin, la Chambre félicite le gouvernement pour le lancement du défi des villes intelligentes et exhorte le gouvernement à publier des lignes directrices claires et transparentes pour ce défi le plus tôt possible.

Compétitivité et gestion financière

La compétitivité à long terme du Canada dépend de la confiance à l'égard de la gestion de la réglementation et de la gestion financière du pays. Les entreprises seront moins tentées d'investir si elles croient qu'elles seront noyées dans une mer de paperasserie ou paieront plus de taxes pour combler les déficits.

Du point de vue de la réglementation, le gouvernement se doit de réitérer son engagement de supprimer un règlement chaque fois qu'un nouveau est ajouté. Cela devrait être la première démarche en vue d'un examen complet de la réglementation gouvernementale, secteur par secteur, pour cibler des façons de réduire les règlements inopérants et désuets qui augmentent le coût des opérations commerciales au Canada.

Par ailleurs, le gouvernement doit élaborer un plan offrant une solution à son déficit plus important que prévu. Comme nous l'avons noté dans notre évaluation du budget de 2017, « le déficit peut être justifié à court terme, mais une stratégie claire pour rétablir l'équilibre budgétaire est nécessaire pour renforcer la confiance des entreprises ». L'ampleur du déficit est particulièrement difficile à défendre l'année où le Canada arrive en tête du G7 pour ce qui est de la croissance.

La Chambre appuie plusieurs investissements du gouvernement malgré le fait que le déficit est plus élevé que les dépenses en infrastructure, ce qui fait ressortir la nécessité d'une discipline financière plus rigoureuse. En l'absence d'une telle discipline, une dette plus élevée pourrait mener à réaffecter les fonds ailleurs et repousser les investissements tant attendus dans les infrastructures.